Coordination Vigilance LGV Le dimanche 20 octobre 2013

à
Monsieur le Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Objet : **Lettre ouverte au Président de la République.**
Lignes à grande vitesse. Projet GPSO

Monsieur le Président de la République,

Faisant suite à notre lettre ouverte que nous vous avions adressée le 27 janvier 2013 (1) ainsi qu'à la réponse de votre chef de cabinet M. Besnard, du 30 avril 2013, nous avons pris acte que notre courrier a été transmis à Monsieur Frédéric CUVILLIER, ministre des transports, à charge pour lui de nous répondre et de nous tenir informés des suites à donner à notre démarche.

Neuf mois plus tard, n'ayant reçu aucune réponse de la part de M. Cuvillier, nous vous adressons le présent courrier, en fonction de ce que nous ont appris les médias.

Malgré tous les avis émanant aussi bien d'organismes officiels que d'études indépendantes, du président de la SNCF que de celui de RFF, avis qui concluent à la **nécessité absolue** de la remise en état et de la modernisation du réseau existant et de l'abandon corrélatif du tout TGV/LGV, à notre grande surprise, nous apprenons que des exceptions seraient faites pour les LGV du GPSO : Bordeaux-Toulouse d'abord et Bordeaux-Dax par la suite.

Pourtant cela représente des sommes considérables, qui viendraient obérer de façon très importante la remise en état de ce réseau, comme vous l'avez annoncé.

Une telle aberration ne peut s'expliquer que par le résultat d'un lobbyisme forcené et incompréhensible de nombreux grands élus du Sud-Ouest et d'industriels du BTP.

La catastrophe de Brétigny a confirmé, s'il le fallait, qu'il serait totalement criminel de vouloir construire de nouvelles lignes à grande vitesse, extrêmement coûteuses, avant d'avoir remis en état et modernisé l'ensemble de l'infrastructure de plus de 30 000 km de nos lignes empruntées quotidiennement par plus de 90 % des usagers du ferroviaire.

La plupart du temps ces lignes ainsi rénovées seraient quasiment aussi performantes, coûteraient 3 à 5 fois moins cher qu'une LGV nouvelle; elles seraient profitables à l'ensemble des territoires traversés, contrairement aux TGV/LGV qui ne s'arrêtent presque nulle part.

Non seulement ces grands élus nous trompent, vous trompent, sur la nécessité de construire ces nouvelles LGV, mais aujourd'hui il est clairement confirmé qu'ils mettent en danger la vie de ces voyageurs de tous les jours en retardant de façon significative la nécessaire remise en état et modernisation du réseau existant.

Pour toutes ces raisons, monsieur le Président de la République, nous vous demandons de privilégier la sécurité des voyageurs et les transports du quotidien comme vous vous y étiez engagé, ceci sans exception.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre profond respect.

Coordination vigilance LGV – BP 3 – 33720 LANDIRAS
coordination-asso-vigilance-lgv@orange.fr

(1) Pour revoir cette lettre et votre réponse voir : http://www.lgpe.fr/Reponse-a-lettre-ouverte-au